

CAS PRATIQUE ADMINISTRATIF

RESUME DES FAITS

QUID ?

Contrat ?

Accord de volonté dans le but de créer des effets de droit => oui

I. CONTRAT ADMINISTRATIF ?

A. DÉFINI PAR VOIE LÉGALE

- **Contrats de commandes publiques** : - sont administratif, les contrats conclus par des personnes morales - **article L6 Code de la Commande Publique.**

- **Contrats de concessions** : contrats qui permet de confier à une personne privé ou publique un service public qui va devoir construire des immeubles pour sa mission => ex SNCF

Avantage cocontractant / administration : rémunération/redevances des usagers et monopole tandis que la personne privée paye pour financer le SP

Se divise en 3 :

- Concession de SP simple
- Concession de service : pas un service public)
- Concession de travaux : pas de SP à réaliser, juste la partie immeuble, si pas besoin d'immeuble => la pers pv va utiliser des biens existant de la pers public = système affermage => financé par redevance ou personne publique

payé en fonction du résultat => risque pour le concessionnaire

- **Contrats de marchés publics** => pas de risques car pas payé selon les résultats.
 - Marché de travaux
 - Marché de service
 - Marché de fournitures

- **Contrats d'occupation du marché/domaine public : Art 2333-3-1 CGPPP =** contrats par lesquels une personne privée va occuper une propriété publique

B. DÉFINI PAR LA JP

- 2 personnes publiques :
 - Principe : présomption d'administrativité
 - Exception : Contrat de droit privé si relation de droit privé - **TC 21 mars 1983 UAP - CdE 11 mai 1990** -> ref que au code civil donc droit pv
- 1 personne privée et 1 personne publique : 3 critères non cumulatifs ;
 - Objet du contrat :
 - **CE 20 avril 1956 Epx Bertin** => mission de SP / **Consorts Grimouard 1956 20 avril** => contrat réalisé POUR le SP
 - Exception :
 - Si Contrat entre Pers Pub qui gère un SPIC et les usagers de ce SPIC => Droit privé
 - Les agents contractuels des SPIC = agents de Dpv
 - Directeur / agent comptable (si comptable public) de SPIC → **CE 8 mars 1957 Jalenques de LAbeau**
 - *[cf identification SPA / SPIC]*
 - Clauses du contrat : **CE 31 juillet 1912** "Sociétés des granites porphyroïdes des Vosges" => Doit avoir des clauses exorbitantes de droit commun - **TC 2014 Société Axa France** définit la clause exorbitante quand ça concerne les prérogatives reconnues à la pers pb dans l'exécution du contrat.-
 - Régimes contractuel : **1973 CdE Société rivière du SANT**, obligation contractuelle => monopole donc Contrat adm
- 2 personnes privées :
 - Principe contrat privé
 - Exception : si l'une des personnes est mandataire de l'Etat **décision du 30 mai 1975 Sté d'équipement la montpelliéraine**
 - **!!! Contredit par arrêt Rispal 2015** qui ajoute un critère de circonstances exceptionnelles !!!

II. RÉGIME JURIDIQUE DU CONTRAT

A. Formation du contrat

- **Compétence** : oui / non ?
- **Procédures fixées par les textes** ;
 - Contrat de commande publique = procédure de publicité et de mise en concurrence => meilleur rapport qualité prix recherché

B. Modification et fin du contrat

- **Administration** : dispose de 4 pouvoirs ;
 - Pouvoir de contrôle et de direction sur son cocontractant pour coordonner
 - Pouvoir de sanction (pécuniaire, obligation de faire ...)
 - Pouvoir de modification unilatérale - **CdE 10 janvier 1902 Compagnie du gaz des villes de Déville-lès-Rouens - 11 mars 1910 compagnie générale française des tramways** . => indemnisation du cocontractant car modification ne peut porter atteinte à l'équilibre financier
 - Pouvoir de résiliation unilatérale pour l'avenir :
 - Résiliation sanction => pas d'indemnisation
 - Résiliation sans faute => motif d'IG => indemnisation - **CdE distillerie de Magnac Laval 1958 - Société TV6 1987**
- **Cocontractant** :
 - Dispose de droits ;
 - Respect des engagements de l'admin
 - Respect de l'équilibre financier
 - Dispose de 2 prérogatives ;
 - **Fait du prince** = indemnisation totale => lorsque l'administration va prendre une décision or contrat mais que celle ci va compliquer l'exécution du contrat ou la rendre plus onéreuse, doit toucher en particulier l'exécution du contrat ; pas un truc trop large
 - **Imprévision** = **CdE 1916 Gaz de Bordeaux** : droit à l'indemnisation à 90% en cas de bouleversement économique imprévisible des modalités d'exécutions du contrat
 - Dispose d'un dernier recours :
 - Force majeure = exécution impossible donc plus d'obligation d'exécuter le contrat => le contrat cesse , **CdE 1909 Compagnie des messageries maritimes**, 3 conditions :

- Extérieur
- Ni prévu ni empêchable
- Rend l'exécution du contrat impossible